



Carré Vert
45 rue Kléber
92300 Levallois-Perret

Adeo Village

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Adeo Village

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 135 Rue Sadi Carnot 59790 Ronchin

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association Adeo Village,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Adeo Village relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Levallois-Perret, le 4 juin 2025

DocuSigned by:

3DCD59F6CF01441...

Jérôme EUSTACHE

Associé

ADEO VILLAGE

BILAN

en €	Brut	Dépréciation	31/12/2024	31/12/2023	Var N/N-1
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	0	0	0	0	0
Créances clients, usagers et comptes rattachés	0	0	0	0	0
Autres créances	0	0	0	0	0
Ss tot Créances	0	0	0	0	0
Disponibilités	21 099		21 099	0	21 099
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	21 099	0	21 099	0	21 099
TOTAL GENERAL ACTIF (I + II + III + IV + V)	21 099	0	21 099	0	21 099

en €	31/12/2024	31/12/2023	Var N/N-1	Var%
Fonds propres sans droit de reprise	0	0	0	
Fonds propres statutaires	0	0	0	
Fonds propres complémentaires	0	0	0	
Fonds propres avec droit de reprise	0	0	0	
Réserves	0	0	0	
Report à nouveau	-308	0	-308	
Excédent ou déficit de l'exercice	17 651	-308	17 959	
Situation nette (sous total)	17 343	-308	17 651	
TOTAL (I) - FONDS PROPRES	17 343	-308	17 651	
TOTAL (II) - FONDS REPORTEES ET DEDIES	17 343	-308	0	
TOTAL (III) - PROVISIONS	0	0	0	
Emp. dettes / Ets Crédit (6)	0	152	0	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 756	156	3 756	
TOTAL (IV) - DETTES	3 756	308	3 756	
Ecart conv. passif (V)	0	0	0	
TOTAL GENERAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	21 099	0	21 407	

ADEO VILLAGE

Compte de résultat

en €	31/12/2024	31/12/2023	Var N/N-1
Cotisations	2 000	-	2 000
Droits d'entrées	20 000	-	20 000
Ventes de biens et services	-	-	-
Produits de tiers financeurs	2 105 000	2 000 000	105 000
Dons manuels	2 105 000	2 000 000	105 000
Mécénats	-	-	-
<i>Total pchts d'expl. (I)</i>	<i>2 127 000</i>	<i>2 000 000</i>	<i>127 000</i>
Autres achats, charges externes (1)	- 9 349	- 308	- 9 041
Aides financières versées par l'entité	- 2 100 000	- 2 000 000	- 100 000
<i>Total charges d'expl. (II)</i>	<i>- 2 109 349</i>	<i>- 2 000 308</i>	<i>- 109 041</i>
RESULTAT D'EXPLOITATION	17 651	- 308	17 959
RESULTAT FINANCIER	-	-	-
RES. COURANT AVANT IMPOT	-	-	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-	-	-
EXCEDENT OU DEFICIT	17 651	- 308	17 959

ADEO VILLAGE

Association Loi 1901

135 rue Sadi Carnot
CS 00001
59790 RONCHIN

ANNEXE DES COMPTES

Exercice 2024

I - INFORMATIONS GENERALES

L'association Loi 1901 ADEO VILLAGE a été enregistrée à la Préfecture de Lille en date du 19 juillet 2023.

Elle a pour vocation d'apporter une assistance financière, matérielle, humaine, à des projets de construction, de réhabilitation, de rénovation et d'équipement notamment de logements, de centres d'accueil, d'écoles ou centres de services destinés aux réfugiés et leurs familles, en France et à l'étranger, ainsi que de prendre en charge financièrement des solutions d'hébergement provisoire (hôtels, centres d'accueil...) dans l'attente de la mise à disposition d'un logement pérenne (appelée "aide au relogement des réfugiés").

1 - FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Néant.

2 - EVENEMENTS POST-CLOTURE

Aucun événement post-clôture.

II - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1- DUREE DE L'EXERCICE ET REFERENTIEL COMPTABLE

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

L'exercice 2024 est caractérisé par l'application du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 (homologué par arrêté du 26-12-2018) relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif qui succède au règlement CRC n°1999-01 du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.

2- DEROGATIONS ET CHANGEMENTS COMPTABLES

Néant

III - NOTES SUR LE BILAN

1- IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Néant

2- DEPRECIATION D'ELEMENTS D'ACTIF

Néant

3- ECHEANCE DES CREANCES ET DES DETTES

(art. 833-9 pour l'état des échéances des créances et art. 833-13 pour les dettes)

a- Échéance des créances

Les créances sont toutes recouvrables à moins d'un an.

	Montant Brut	A moins d'un an	A plus d'un an
Créances clients	-	-	-

b- Échéance des dettes

	Montant Brut	A un au plus	Entre un et 5 ans	Plus de 5 ans
Dettes fournisseurs	3 756	3 756	-	-

4- DISPONIBILITES

Un compte bancaire (SOCIETE GENERALE) dont le solde à fin de l'exercice est de 21 098€.

3- FONDS PROPRES

(art. 833-9 pour l'état des échéances des créances et art. 833-13 pour les dettes)

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Diminution ou consommation	Montant à la clôture de l'exercice
Droits d'entrée	-			-
Droits d'entrée	-			-
Fonds associatifs sans droit de reprise	-			-
Réserves	-			-
Report à nouveau	-	- 308		- 308
Excédent ou déficit de l'exercice	- 308	308	17 651	17 651
TOTAL DES FONDS PROPRES	- 308	-	17 651	17 343

IV - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

1 - METHODE RETENUE POUR LA COMPTABILISATION DES COTISATIONS

Le nombre d'adhérents est de 2.

En majorité, les dons reçus par l'ASF proviennent de Groupe Adeo ou Adeo Service mais ils peuvent également venir de toute personne se sentant proche de l'association.

2 - EFFECTIF MOYEN

Néant

3- REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Néant

3- HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Conformément au décret n°2008-1487 du 30 décembre 2008, les honoraires du commissaire aux comptes s'élèvent à 3 000 Euros HT au titre de l'audit légal des comptes 31/12/2024.

4- RESULTAT EXCEPTIONNEL

Néant

V - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Néant